

LE CERCLE DES ÉCONOMISTES PRÉSENTE

**19<sup>e</sup>** RENCONTRES  
ÉCONOMIQUES  
D'AIX-EN-PROVENCE

**5-6-7  
JUILLET  
2019**

*Renouer  
avec la  
Confiance!*

*Renewing trust!*

OUVERT À TOUS  
SUR INSCRIPTION  
[lesrencontreseconomiques.fr](http://lesrencontreseconomiques.fr)



# VENDREDI 5 JUILLET

8h30	MASTERCLASS			
	MASTERCLASS			
	MASTERCLASS			
	MASTERCLASS			
12h00				
13h30	ACCUEIL			
14h00	INAUGURALE Quand avons-nous perdu confiance ?			
15h00	SESSION 1 Comment rendre leur légitimité aux experts ?	SESSION 2 Les croyances collectives ont-elles disparu ?	SESSION 3 La fiscalité est-elle décisive pour nos comportements ?	SESSION 4 L'État à l'heure du participatif ?
16h10	SESSION 5 Est-il devenu impossible de s'informer ?	SESSION 6 Peut-on se fier au progrès technologique ?	SESSION 7 La politique doit-elle s'émanciper de l'économie ?	SESSION 8 A-t-on oublié les classes moyennes ?
17h20	SESSION 9 Consommation soutenable: fantasme ou nécessité ?	SESSION 10 La fracture numérique, nouvelle fracture sociale ?	SESSION 11 Le dialogue social à l'épreuve des individualismes ?	SESSION 12 Comment réconcilier territoires et métropoles ?
18h30	DÉBAT 1 Le lien social peut-il survivre aux inégalités ?			
19h10				

# SAMEDI 6 JUILLET

8h20	DÉBAT 2 Faut-il croire en l'avenir ?				
	ENCOURAGER LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE	ASSURER LA TRANSMISSION DU SAVOIR	SE RÉAPPROPRIER LA TECHNOLOGIE	PROTÉGER ET RÉGULER	RESPONSABILISER LA FINANCE
9h00	SESSION 13 Les indicateurs sont-ils en perte de sens ?	SESSION 17 Vers une mondialisation des compétences ?	SESSION 21 (Re)construire la confiance dans le système de santé ?	SESSION 25 La concentration des entreprises est-elle la solution ?	SESSION 29 La finance peut-elle mieux servir l'économie ?
10h10	DÉBAT 3 Faut-il se méfier de la monnaie ?		DÉBAT 4 Peut-on faire disparaître la corruption ?		
10h50	SESSION 14 La performance sociale, outil de communication ?	SESSION 18 Mauvais élève aujourd'hui, chômeur demain ?	SESSION 22 La blockchain, nouvel intermédiaire de confiance ?	SESSION 26 Vers un nouveau contrat social entre les générations ?	SESSION 30 À quand la prochaine crise financière ?
12h00	DÉBAT 5 La tentation de souveraineté va-t-elle tuer le libre-échange ?		DÉBAT 6 Vivons-nous dans une tyrannie de la transparence ?		
12h40					
14h40	DÉBAT 7 La France peut-elle donner un nouveau souffle à l'Europe ?				
15h20	SESSION 15 Faut-il s'endetter pour s'enrichir ?	SESSION 19 Fake news: les médias à l'épreuve des réseaux ?	SESSION 23 Vers une mobilité à deux vitesses ?	SESSION 27 La tracabilité, un enjeu de société ?	SESSION 31 L'épargne: indicateur de la confiance ?
16h30	DÉBAT 8 Comment redonner du sens aux institutions ?				
17h10	SESSION 16 Comment investir face aux incertitudes ?	SESSION 20 Les villes de demain sauveront-elles le climat ?	SESSION 24 L'usine de demain se passera-t-elle de main d'oeuvre ?	SESSION 28 Repenser la responsabilité à l'heure de l'IA ?	SESSION 32 La concurrence fiscale est-elle inévitable ?
18h20	DÉBAT 9 Entre angoisse et indifférence, comment se saisir de l'urgence climatique ?		DÉBAT 10 Migrations: comment relever le défi de l'intégration ?		
19h00					

# DIMANCHE 7 JUILLET

8h00	INVITÉ SPÉCIAL	
8h30	SESSION 33 Le retour de la logique de puissance ?	SESSION 34 Quel avenir pour la démocratie ?
9h30	SESSION 35 Comment sortir de la guerre économique ?	SESSION 36 Les institutions internationales sont-elles disqualifiées ?
10h30	SESSION 37 Les cartes de l'émergence sont-elles rebattues ?	SESSION 38 L'UE est-elle condamnée à l'impuissance géostratégique ?
11h30	SESSION 39 Quelles valeurs pour construire la société de demain ?	
12h40	CONCLUSION ET DÉCLARATION FINALE	
13h00		

AMPHI DAVID	AMPHI 6
AMPHI 1	AMPHI DUMAS
AMPHI 7	AMPHI PORTALIS



13h30 - 14h00

---

**Ouverture des Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence**

**Jean-Hervé LORENZI** (Le Cercle des économistes)

14h00 - 15h00

---

**Session inaugurale**

**Quand avons-nous perdu confiance ?**

La montée des populismes témoigne d'une rupture de confiance dans nos institutions, notre économie et plus généralement dans notre futur commun. Cette rupture contraste avec les espoirs d'une expansion de l'idéal démocratique et des valeurs émancipatrices que prophétisait sous un titre célèbre F. Fukuyama comme « La fin de l'Histoire ».

Quelles sont les causes profondes de cette rupture et pouvons-nous en retracer la genèse ? La première hypothèse est d'ordre économique : l'émergence de profonds risques économiques au cours des deux dernières décennies, représentés par la mondialisation, la révolution numérique, le réchauffement climatique, les inégalités, ainsi que la grande crise financière de 2008, aurait progressivement érodé la confiance des citoyens dans nos sociétés. La seconde hypothèse est celle d'un « cultural backlash » : l'expansion de valeurs émancipatrices, dont Mai 68 fut le symbole, aurait progressivement érodé l'identité des citoyens qui appellent un retour à des valeurs traditionnelles.

Mais n'assistons-nous pas plus profondément à un changement de civilisation ? Nos sociétés post-industrielles sont traversées par une double tension. D'un côté les aspirations des citoyens ne cessent d'augmenter avec la hausse de leur niveau d'éducation. De l'autre les citoyens expriment une solitude sociale grandissante avec le « désencastrement » des modes de sociabilité, notamment au travail ou dans les territoires. La crise de confiance marquerait alors surtout une crise des aspirations qui cherchent à s'exprimer dans de nouvelles formes d'expression démocratique.

Coordinateur : **Yann ALGAN** (Le Cercle des économistes)

### Session 1 - Comment rendre leur légitimité aux experts ?

L'essor des fake news et l'essor de ce qu'il est convenu d'appeler « post-vérité » semblent témoigner d'un affaiblissement marqué et préoccupant du rôle de la connaissance scientifique, et, plus généralement de l'expertise scientifique au bénéfice de croyances religieuses ou profanes et de la pure rhétorique. L'objet de cette table-ronde est d'affiner ce jugement et d'en analyser les implications pour les choix publics, les débats de société, la démocratie et l'avenir des lumières.

Trois séries de questions seront abordées, dans un contexte où bouleversements technologiques et politiques semblent au contraire nécessiter davantage de connaissances solides et légitimes :

- Cette perte de légitimité est-elle apparente ou réelle ? Comment s'explique-t-elle ?
- Sanctionne-t-elle une perte de foi dans la connaissance scientifique et les lumières ou une dérive technocratique du rôle de l'expert, témoignant d'idées fausses sur le rôle de la connaissance scientifique et de l'expertise en démocratie ? Quel devrait-être ce rôle ?
- Comment peut-on réagir pour préserver le rôle de la connaissance scientifique et l'apport des lumières et quelles en sont les implications éthiques et pratiques ?

### Session 2 - Les croyances collectives ont-elles disparu ?

Les progrès de la connaissance et l'accès débridé à l'information devraient améliorer une perception raisonnée, voire rationnelle, de la société et de l'économie. Et donc conduire au recul des croyances collectives, c'est-à-dire des idées fausses, des représentations erronées mais tenues pour vraies malgré l'évidence empirique. Mais sur les marchés cognitifs, là où se forgent les représentations de l'état du monde, ces croyances collectives ont-elles disparu ? C'est douteux.

Sur le plan économique et social les exemples de déni de l'évidence sont légion, de l'exagération de l'ampleur de l'immigration et de ses effets sur le chômage à la conviction erronée que les niveaux de vie des plus pauvres ne cessent de reculer en France. D'où viennent alors ces croyances ? Comment le déni de la réalité vient-il alimenter la rhétorique du déclin ou de l'insécurité, source de conflictualité sociale et politique, et engendrer le fanatisme religieux ou les replis populistes ? Tel est l'objet de cette session que de s'interroger sur l'origine et la dynamique des croyances collectives, et d'en évaluer les effets sur la confiance.

### Session 3 - La fiscalité est-elle décisive pour nos comportements ?

- Exemple de la fiscalité / transition écologique : forts effets redistributifs, existence de niches ....
- Quel bilan pour les taxes « pigouviennes » ?
- La fiscalité est-elle trop instrumentalisée politiquement pour être efficace ?
- La correction de comportements néfastes est-elle un prétexte pour équilibrer les comptes publics ?
- Faut-il trouver d'autres modes d'incitation que le signal prix via la fiscalité (nudge, réglementation...)

### Session 4 - L'État à l'heure du participatif ?

- Le modèle de l'État-providence est-il dépassé ?
- Que sommes-nous en droit d'attendre de l'État dans un contexte de réduction des dépenses publiques ?
- L'État doit-il assurer un contrôle de l'économie ? Doit-il intervenir dans les secteurs stratégiques ?
- La méfiance vis-à-vis de l'État est-elle le fait de ses représentants ? Assiste-t-on avant tout à une crise de la représentation ?
- Est-ce la déconnexion entre les décideurs et les acteurs du terrain qui crée cette incompréhension ?

### Session 5 - Est-il devenu impossible de s'informer ?

La « post-vérité » est une situation où coexistent, avec un statut quasi équivalent, des faits objectifs et des falsifications. Les mensonges, les rumeurs, les théories du complot n'ont pas attendus l'hyper-connectivité et les réseaux sociaux, mais ceux-ci sont une caisse de résonance et accélèrent la propagation.

Le paradoxe est que jadis les moyens de s'informer manquaient, et les mensonges prospéraient dans le brouillard. Aujourd'hui, ils sont omniprésents. La coexistence du faux à côté du vrai tient à une méfiance envers les médias, les experts, les « sachants ». Surtout, il y a confusion entre connaissance, opinion et croyance : les tenants du « platisme » nous disent « c'est mon opinion et c'est mon droit de l'avoir ». En économie où des divergences d'opinions sont normales, encore faut-il qu'elles soient éclairées. Or les fake news s'imposent, se renforcent en tournant en rond au sein des groupes homogènes sur les réseaux sociaux. Si la liberté d'opinion dégénérée en vient à décrédibiliser la vérité objective, la démocratie n'est-elle pas en danger ?

*Coordinateur* : Pierre DOCKES (Le Cercle des économistes)

### Session 6 - Peut-on se fier au progrès technologique ?

Cette session propose d'examiner les liens entre progrès technologique et confiance. D'un côté le progrès technique est responsable de la plus grande part de la croissance des économies, et de ce fait est la principale source d'amélioration des conditions de vie, aussi bien dans les pays développés qu'en développement. De l'autre, chaque vague de progrès technique suscite des mouvements de défiance : d'abord, certaines innovations sont en soi porteuses de nuisances pour l'environnement (glyphosate), la santé (prothèses mammaires), ou la vie privée (utilisation des données personnelles) ; ensuite, la rétention des informations, leur falsification ou la simple crainte de celle-ci peuvent aboutir à la perte de confiance dans les avancées technologiques.

En outre, le progrès technique peut détruire des emplois ou simplement transformer la structure des emplois d'une façon jugée menaçante pour les individus : c'est le cas des technologies numériques et de la structuration des plateformes. Il peut déplacer les frontières entre l'humain et « l'artificiel » comme le font certaines biotechnologies et être alors perçu comme une menace pour l'humanité (clonage, manipulation génétique).

Face à l'ensemble de ces opportunités mais aussi de ces dangers, le rôle du politique est essentiel, notamment pour renforcer la confiance dans le progrès technologique. Il doit guider les choix de sociétés, réguler quand c'est nécessaire, assurer le respect des règles du jeu. Ce sont ces différents sujets qui seront débattus lors de cette session.

*Coordinateur* : Anne PERROT (Le Cercle des économistes)

### Session 7 - La politique doit-elle s'émanciper de l'économie ?

- L'économie a-t-elle perdu l'oreille des politiques pour résoudre les problèmes de la société ?
- Les économistes sont-ils impuissants face à une crise de confiance ?
- Les représentants politiques peuvent-ils obtenir des résultats en dehors de modèles économiques ?
- Faut-il d'avantage croiser les expertises entre sciences sociales (sociologie, histoire, philosophie, économie...) pour façonner les politiques publiques ?

*Coordinateur* : Jacques MISTRAL (Le Cercle des économistes)

### Session 8 - A-t-on oublié les classes moyennes ?

- Les débats se concentrent-ils trop sur les inégalités entre les 10 % les plus pauvres et les 1% les plus riches ?
- La crainte d'un lent déclassement de la majorité de la population est-elle en réalité l'enjeu le plus prégnant pour le lien social ?
- La classe moyenne perd-elle confiance dans le système capitaliste ?
- Une solide classe moyenne est-elle la garantie d'une société stable et prospère ?
- Stimuler la confiance des ménages stimulera-t-il la consommation ?

*Coordinateur* : Akiko SUWA-EISENMANN (Le Cercle des économistes)

**Session 9 - Consommation soutenable: fantasme ou nécessité ?**

- Face aux ressources épuisables de la planète, notre modèle est-il à bout de souffle ?
- L'économie circulaire peut-elle soutenir seule notre niveau de consommation actuelle ?
- Devra-t-on renoncer à une partie de notre confort matériel ?
- Efficacité énergétique vs nouveaux modes de fonctionnement énergétiques ... quels seront demain nos besoins en énergie ?
- Serons-nous capables de nous réguler avant d'y être contraints par le manque de ressources ?

**Session 10 - La fracture numérique: nouvelle fracture sociale ?**

- Une société numérisée est-elle nécessairement plus efficace ? Plus prospère ? Plus heureuse ?
- Le numérique : facteur d'inclusion ou d'exclusion ? La généralisation d'un accès aux services publics et privés en ligne accentue-t-elle les inégalités d'accès ?
- La fracture numérique est-elle suffisamment prise en compte dans l'élaboration et la conduite des politiques publiques ?
- L'inégalité d'accès à l'éducation conduit-elle à une inégalité d'accès au numérique ?
- Comment combattre efficacement l'« illectronisme » ?

**Session 11 - Le dialogue social à l'épreuve des individualismes ?**

- Assiste-t-on à une montée des sentiments individualistes ?
- Face aux incertitudes, les individus concentrent-ils leurs revendications sur ce qui les concerne directement ?
- Comment établir les bases communes d'un débat rationnel si chacun ne s'intéresse qu'à son propre cas ?
- La difficulté à expliquer simplement le fonctionnement des institutions ouvre-t-elle la voie aux analyses simplistes ou fausses ?
- À qui doit revenir la responsabilité de la pédagogie du fonctionnement des institutions ? Des réformes ?

**Session 12 - Comment réconcilier territoires et métropoles ?**

Deux transformations sont à l'œuvre dans le monde. D'une part le développement de la Nouvelle Révolution Industrielle, actuellement en pleine accélération. D'autre part, La métropolisation de la croissance, résultant de la densification des processus créatifs et productifs. En conséquence, apparaissent des territoires non métropolisés, qui ne disposent pas d'une métropole connectée au monde globalisé ni de systèmes de recherche, d'innovation et de financement. Ces territoires, qui manquent aussi d'une gouvernance visionnaire maniant simultanément les leviers du développement économique, de l'urbanisme et des transports pour attirer les acteurs de la Nouvelle Économie, sont rapidement marginalisés.

La France, en particulier, fait face depuis 20 ans à une désindustrialisation accélérée de ses territoires peu ou pas métropolisés. Le poids de la production manufacturière est ainsi tombé à 10% du PIB en France, contre 20% du PIB en Allemagne, qui possède un réseau puissant de métropoles. En France, 90% de la population vit ainsi sur la moitié du territoire, délaissant l'autre moitié qui ne dispose pas de villes métropolisées.

Il faut agir au niveau national et au niveau régional si l'on veut réconcilier territoires et métropoles. Au niveau national, comment accélérer la modernisation du système productif dans la Nouvelle révolution industrielle ? Comment renforcer le système métropolitain en place ? Au niveau régional, comment coupler les territoires éloignés avec des métropoles renforcées ? Le système institutionnel en place permet-il ces évolutions ? Sinon, quel nouveau système institutionnel proposer ?

### Débat 1 - Le lien social peut-il survivre aux inégalités ?

---

Les inégalités ont augmenté dans la plupart des économies développées depuis 1990 et fragilisent les classes moyennes. Dans de nombreux pays, une part significative de la population exprime son rejet, dans les urnes ou dans la rue.

Les Etats-Unis constituent un cas topique, avec des revenus relatifs des classes moyennes qui ont régressé et une espérance de vie qui a décru depuis 2015. Ailleurs, ce sont parfois les inégalités d'accès et de chances qui menacent la qualité du lien social. En France, où les inégalités de revenus post-redistribution ont été globalement assez stables, les perspectives sociales sont ainsi très fortement liées au milieu socio-professionnel des parents.

Comment comprendre les causes et les symptômes des inégalités ? Quel avenir pour les classes moyennes ?

Comment dans ce contexte (re)faire société ? Quel rôle pour les différents acteurs ? Quelles priorités pour les politiques publiques ?

Coordinateur: Claire WAYSAND (Le Cercle des économistes)

## Débat 2 - Faut-il croire en l'avenir ?

---

- Impuissance face au réchauffement climatique, aux guerres commerciales, aux enjeux migratoires, à l'aggravation des inégalités ... : Comment continuer à croire en des lendemains qui chantent ?
- Comment reconstruire le dialogue ? Quels espaces pour relancer la discussion ?
- Miser sur le capital humain pour faire face aux incertitudes ?
- La technologie peut-elle nous offrir les outils pour évoluer vers le mieux ou, au contraire, va-t-elle renforcer et accroître les dysfonctionnements de notre monde ?

Coordinateur: Philippe AGHION (Le Cercle des économistes)



### Débat 3 - Faut-il se méfier de la monnaie ?

---

- La monnaie, enjeu de coopération ou de compétition ?
- Faut-il craindre une « guerre des changes » en parallèle de la guerre commerciale ?
- Quel bilan pour l'Euro ? L'intégration économique est-elle plus intéressante que la souveraineté monétaire ?

Coordinateur : Agnès BENASSY-QUERE (Le Cercle des économistes)

### Débat 4 - Peut-on faire disparaître la corruption ?

---

La corruption varie considérablement d'un pays à l'autre. Malgré des problèmes de mesure, les études montrent une corrélation positive entre corruption et pauvreté. Même si cela ne prouve pas que la corruption soit à l'origine de la pauvreté, elle parasite le bon fonctionnement des institutions et de l'économie formelle. Elle contribue au climat de défiance vis-à-vis des élites et des responsables politiques. De fait la vie politique est perçue partout dans le monde, pays riches et pauvres confondus, comme le domaine le plus compromis par la corruption. Ainsi la corruption dans les pays riches implique généralement des sommes d'argent considérables et des acteurs de premier plan (hauts fonctionnaires, politiciens, chefs d'entreprises). Dans les pays pauvres, cette corruption des élites coexiste avec une forme généralisée de corruption qui implique des petites sommes d'argent et de modestes bureaucrates. Selon une estimation de la Banque Mondiale, environ 3 % des échanges de la planète seraient des pots-de-vin.

Si tout le monde, ou presque, s'accorde sur la nécessité de combattre la corruption, les moyens à employer font débat. Entre capture, lobbying et corruption il est parfois difficile de tracer la limite. En outre, se pose l'instrumentalisation de la lutte contre la corruption : la volonté de dénoncer la corruption ne sert-elle pas parfois de prétexte à l'ingérence économique ou aux luttes politiques internes ? Enfin, est ce que les mécanismes de surveillance (échange automatiques des données, publication des revenus de nos représentants politiques, etc.) et de sanction (debarment, amende, prison) réduisent ou déplacent la corruption ?

Coordinateur : Emmanuelle AURIOL (Le Cercle des économistes)

### Débat 5 - La tentation de souveraineté va-t-elle tuer le libre-échange?

---

- Le développement des accords commerciaux bilatéraux signe-t-il l'échec de l'OMC ?
- Libre-échange, souveraineté et démocratie : le libre-échange est-il à l'opposé des aspirations populaires ? Arbitrage internationale : la protection des investisseurs se fait-elle au détriment de celle des peuples ?
- Les accords créent-ils mécaniquement des perdants ? Comment les protéger ?
- Hard-Brexit, rejet du TTIP/CETA: Le retour du protectionnisme et du rapport de force est-il entériné ?

Coordinateur : Philippe MARTIN (Le Cercle des économistes)

### Débat 6 - Vivons-nous dans une tyrannie de la transparence ?

---

Commençons par dire que, pour des milliards d'êtres humains, le problème n'est pas celui de la tyrannie de la transparence mais celui de la tyrannie de l'opacité. L'accès à l'information constitue l'un des clivages les plus marqués entre ce que l'on peut appeler le Nord et le Sud.

Pour la plupart des pays du Sud, les principaux enjeux sont ceux de l'accès à l'information et de l'objectivité de celle-ci. Que peut-on faire dans ce domaine qui ne passe pas par un progrès de la démocratie ?

Pour les pays du Nord, le problème est presque inverse. Trop d'information ne tue-t-elle pas l'information ? La qualité de l'information et, plus encore, la perception que l'on a de cette qualité sont des éléments clé de la confiance et donc de la citoyenneté. Pour mettre en perspective cette thématique, et donc pour mieux réguler, il convient de faire le tri entre des sphères de nature très différentes. Il faut faire la distinction entre la production et la distribution d'information, sphères entre lesquelles s'intercale la manipulation de celle-ci. De même, il faut opérer une distinction entre les sphères économiques, politiques et privées.

Ce n'est qu'à partir de cette classification que l'on pourra répondre aux questions : quelle information ? Pour qui ? Quand ? Et pourquoi ? Et, à partir de là, définir, non pas une, mais des régulations (qui ne passent pas nécessairement par la réglementation) visant à protéger le plus en contraignant le moins.

Coordinateur : Olivier PASTRE (Le Cercle des économistes)

## Débat 7 - La France peut-elle donner un nouveau souffle à l'Europe ?

---

Les économistes ont une vue assez consensuelle des défauts, des défaillances, présentes de l'Union Européenne et de la zone euro : il n'y a pas de mécanisme qui corrige l'hétérogénéité croissante des pays (en termes de spécialisation productive, de niveau de revenu, d'évolution de la compétitivité) ou qui permette de partager les risques (chocs conjoncturels, crises) entre les pays.

Il n'y a plus de mobilités des capitaux entre les pays de la zone euro ce qui vide de sens l'Union Monétaire. La règle est la concurrence et non la coordination des politiques fiscales. L'Europe n'a pas su faire apparaître des entreprises de grande taille dans les secteurs d'avenir (énergies renouvelables, batteries électriques, entreprises de l'Internet).

La France (le gouvernement, de nombreux économistes) met en avant ces défaillances et propose de les corriger par une dose accrue de fédéralisme (budget de la zone euro), par l'harmonisation des règles du marché du travail (par exemple, salaire minimum identique dans tous les pays relativement au salaire médian...), par la mise en place d'une dette sans risque de la zone euro (qui corrigerait la segmentation des marchés financiers), par l'harmonisation fiscale, par une réflexion sur les règles de la concurrence, par une forme de « politique industrielle européenne ».

Mais, s'il y a acceptation d'un rôle accru de l'Europe dans les domaines de la sécurité, du contrôle de l'immigration, des investissements d'avenir, la coordination des politiques économiques (salariales, sociales, fiscales) ou la constitution d'un budget commun sont aujourd'hui rejetées, y compris par les conservateurs allemands.

Peut-être faut-il se résigner à ce que l'Europe économique soit seulement un grand fonds d'investissement, alors que les pays conserveraient leur liberté de choix des politiques du marché du travail, des politiques fiscales, ce qui semble être la position dominante aujourd'hui en Allemagne, en Italie, en Europe du Nord.

Coordinateur : **Patrick ARTUS** (Le Cercle des économistes)

### Débat 8 - Comment redonner du sens aux institutions ?

---

- La situation française actuelle permet-elle toujours d'envisager un nouveau souffle pour la France ?
- Peut-on encore croire à un leadership français pour l'Europe ? Quelle place pour la France dans le jeu diplomatique mondial ?
- La France cristallise-t-elle trop d'opposition de la part de certains États membres pour porter une position fédératrice ?
- Le « moteur franco-allemand » est-il toujours d'actualité ? Quelle évolution crédible peuvent-ils porter pour l'Europe ?

*Coordinateur* : **Christian de BOISSIEU** (Le Cercle des économistes)

### Débat 9 - Entre angoisse et indifférence, comment se saisir de l'urgence climatique ?

---

Depuis la clôture de la COP 21, les effets du changement de stratégie climatique sont scrutés : quels indices permettent d'espérer une transition « bas carbone » suffisamment puissante et rapide ? Ce n'est pas au niveau global que des signaux sont discernables : la part du mix mondial couverte par charbon-pétrole et gaz reste inerte, aux alentours de 80 %. Et le rebond des émissions de CO2 en 2017 et 2018, semble repousser sine die toute perspective plausible de « pic du carbone ». En revanche, l'analyse des stratégies des pays les plus avancés est riche d'enseignements : 17 pays européens et les Etats-Unis ont structurellement réduit leurs émissions, avec une transformation rapide de leurs systèmes électriques. De même, différents « signaux faibles » méritent notre attention : manifestations citoyennes récurrentes, traduction devant des tribunaux de différents États pour « inaction climatique », ...

Repérer et analyser ces signaux est essentiel, car le pire n'est pas encore sûr.

Coordinateur : **Patrice GEOFFRON** (Le Cercle des économistes)

### Débat 10 - Migrations: comment relever le défi de l'intégration ?

---

Une de manifestation les plus symboliques du climat de défiance dans une société s'exprime par la peur et le rejet des personnes étrangères. L'immigration est plus que jamais au cœur de la joute politique et, dans certains pays, les populations ont porté au pouvoir des leaders développant un discours violemment opposé à la migration. La coordination internationale des politiques migratoires se révèle par ailleurs particulièrement difficile à mettre en place.

Cette session analysera les effets des flux migratoires dans les pays riches et discutera de l'intégration économique et sociale des personnes immigrées et de leur descendants. Elle abordera également les questions de savoir ce qui est politiquement souhaitable et réalisable à partir d'expériences diverses. La trop fréquente violence des discours et la polarisation des points de vue révèlent peut-être aussi que l'on ne sait pas toujours « parler » d'immigration. Ce débat aura aussi pour objet d'aider des points de vue divergents à retrouver un terrain de discussion.

Coordinateur : **Hippolyte d'ALBIS** (Le Cercle des économistes)

## PARCOURS 1 - ENCOURAGER LE DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE

9h00 - 10h10

**Session 13 - Les indicateurs sont-ils en perte de sens ?**

- Le grand nombre d'indicateurs rend-il l'analyse de l'économie inaccessible ?
- Le chiffrage des grands équilibres a-t-il encore un sens ?
- Faut-il changer d'indicateur pour la croissance (PIB vert, mesure d'inégalité...)
- Quel est l'intérêt des indicateurs si leur pertinence fait débat ?
- Que valent des indicateurs de performance ?
- Manque-t-on surtout de pédagogie sur le sens à donner aux indicateurs ?

10h50 - 12h00

**Session 14 - La performance sociale, outil de communication ?**

Les attentes nouvelles de la société civile à l'égard de l'entreprise nous invitent aujourd'hui à reconsidérer son rôle-même. Alors que les sociétés ont longtemps été juridiquement définies comme des entités motivées par la recherche de profit, il semble que leur objet social tende aujourd'hui à s'élargir pour inclure des considérations environnementales et sociales.

RSE, impact positif sur la société, verdissement des activités, meilleures conditions de travail: les entreprises peuvent-elles être acteurs de la confiance ? La performance sociale soulève plusieurs interrogations. D'une part, quant aux motivations des entreprises : la performance sociale est-elle une stratégie des entreprises pour prospérer à long terme ou un véritable engagement humaniste ? Quels gains tirer de la performance sociale en dehors du bénéfice d'image ? D'autre part, quant à l'impact de ces initiatives : l'implication des entreprises s'étend-elle jusqu'à la mesure de l'impact de la performance sociale ? Cet impact est-il suffisant pour conclure que les entreprises se substitueront aux acteurs étatiques traditionnels dans la gestion des enjeux sociaux et climatiques à venir ? Une meilleure répartition des bénéfices ne serait-elle pas plus à même d'atteindre certains de ces objectifs ?

15h20 - 16h30

**Session 15 - Faut-il s'endetter pour s'enrichir ?**

- Comment protéger les ménages du surendettement ?
- A-t-on besoin de plus de dettes pour faire fonctionner notre modèle ?
- Comment rassurer les investisseurs face à la remontée des taux ?
- Faut-il encourager l'emprunt ?
- La dette publique fragilise-t-elle un État ?
- Vivre au-dessus de ses moyens : est-ce un mal pour un bien ? Faut-il reprendre les grands programmes de relance ?

17h10 - 18h20

**Session 16 - Comment investir face aux incertitudes ?**

Dans presque toutes les économies avancées, on constate depuis les années 90 un ralentissement tendanciel de la croissance du capital productif, qui a induit plus récemment un déclin du rythme du progrès technique et une baisse de sa vitesse de diffusion dans l'économie. Cette évolution n'est pas seulement imputable au vieillissement et à la baisse tendancielle du prix du capital combinée au poids croissant du capital intangible. Elle résulte aussi d'incitations économiques inefficaces, des incertitudes liées à la montée des protectionnismes dans le monde et de l'aversion au risque apparemment croissante des investisseurs.

La session s'attachera à discuter la contribution respective de ces différents facteurs à cette évolution. Elle s'attachera aussi à isoler les stratégies économiques et monétaires susceptibles de relancer l'investissement et de contribuer, par là-même, à la pérennité d'un monde économique ouvert, à la maîtrise sociale du progrès technique et à la maîtrise du changement climatique.

*Coordinateur* : **Claudia SENIK** (Le Cercle des économistes)

*Coordinateur* : **Lauréat de «La Parole aux Étudiants»** (Le Cercle des économistes)

*Coordinateur* : **Catherine LUBOCHINSKY** (Le Cercle des économistes)

*Coordinateur* : **Philippe TRAINAR** (Le Cercle des économistes)

## PARCOURS 2 - ASSURER LA TRANSMISSION DU SAVOIR

9h00 - 10h10

**Session 17 - Vers une mondialisation des compétences ?**

La mobilité des acteurs économiques sur la scène internationale s'est longtemps construite autour de compétences propres à un domaine d'activité et/ou une zone géographique. Or, le numérique tend aujourd'hui à uniformiser les compétences de deux manières : d'une part, en facilitant l'accès à l'information et à la formation ; d'autre part, à travers l'expansion des outils numériques dans tous les secteurs, rendant centrales les compétences nécessaires à leur utilisation. À l'ère du numérique, la mondialisation implique-t-elle nécessairement une unicité des qualifications et des compétences ?

Il semble évidemment qu'une homogénéisation des compétences sur le marché de l'emploi s'accompagnera à terme d'une même homogénéisation des formations. Si le niveau d'éducation et la nature des formations proposées s'harmonisent, quel avantage comparatif reste-t-il aux pays occidentaux ? La mondialisation des formations se doublera-t-elle d'une disparition des écoles de pensée ? Faut-il lutter contre ce formatage ? Faut-il, au contraire, l'accompagner ou le devancer pour en tirer le meilleur parti ? L'enseignement des humanités a-t-il toujours un sens ?

*Coordinateur :* Lauréat de «La Parole aux Étudiants» (Le Cercle des économistes)

10h50 - 12h00

**Session 18 - Mauvais élève aujourd'hui, chômeur demain ?**

Sous la double influence de la transition technologique et de la mondialisation, le marché de l'emploi est confronté à des changements profonds: polarisation du travail entre emplois hautement qualifiés et services moins qualifiés; compétition internationale autour de la robotisation et de l'intelligence artificielle ; création de nouvelles formes d'emploi et de nouveaux besoins difficiles à anticiper. Ces enjeux sont au cœur de la réflexion scientifique et médiatique, alimentant l'angoisse de plus en plus de personnes sur l'avenir de leur travail ou de celui de leurs enfants. La tension croissante sur le marché du travail est d'autant plus risquée qu'elle semble en passe d'exclure ceux qui ne poursuivent pas d'études secondaires ou de les confiner à des emplois précaires et mal rémunérés.

Nous dirigeons nous vers un marché du travail à deux vitesses? Quelle est l'ampleur, la rapidité de cette transformation et quels sont les secteurs concernés ? Quels types de compétences sont menacés et quelles sont celles qui seront le clef du succès demain ? Comment donner une seconde chance à ceux qui n'ont pas réussi leur formation initiale ? Comment développer et promouvoir des modèles alternatifs de formation pour les jeunes à risque de décrocher afin qu'ils ne passent pas entre les mailles du filet du système éducatif ?

*Coordinateur :* Stéphane CARCILLO (Le Cercle des économistes)

15h20 - 16h30

**Session 19 - Fake news: les médias à l'épreuve des réseaux ?**

- Comment un média peut-il asseoir sa légitimité ? Quel impact de leurs travaux de vérifications factuelles ?
- Comment choisir un média fiable face à la multiplication des sources ?
- Les médias traditionnels sont-ils incapables de satisfaire la subjectivité de leur public ?
- Les populations perdent-elles de vue la nécessité de payer pour obtenir une information fiable et étayée ?
- Les réseaux sociaux produisent-ils un faux sentiment d'authenticité des sources ?
- Quel objectif derrière la production de fausses informations ? Existe-t-il une industrie de la Fake News ?

*Coordinateur :* Dominique ROUX (Le Cercle des économistes)

17h10 - 18h20

**Session 20 - Les villes de demain sauveront-elles le climat ?**

- Alors que la ville concentre une part majeure des émissions, peut-elle guider la transition écologique ?
- En quoi sa gestion à l'échelle de la ville peut-elle rendre la lutte pour le climat plus démocratique/inclusive ?
- Les nouvelles technologies et les big datas seront-elles les instruments de cette transition ?
- Les villes émergentes seront-elles incluses dans ce processus ? Pourront-elles concilier leurs impératifs de développement et leurs ambitions écologiques ?
- L'urbanisation galopante des émergents est-elle hors de contrôle ?

*Coordinateur :* Jean-Marie CHEVALIER (Le Cercle des économistes)



## PARCOURS 3 - SE RÉAPPROPRIER LA TECHNOLOGIE

9h00 - 10h10

**Session 21 - (Re)construire la confiance dans le système de santé ?**

- Avancée de la médecine et montée de la défiance : comment expliquer ce paradoxe ?
- La méfiance envers les vaccins met-elle en danger la santé mondiale ?
- L'indépendance des professionnels de la santé est-elle assurée face à l'industrie pharmaceutique ?
- Les nouvelles technologies, au service de la santé ?

10h50 - 12h00

**Session 22 - La blockchain, nouvel intermédiaire de confiance ?**

L'essor de la blockchain est-il de nature à révolutionner ou réinventer la confiance ? L'une des conséquences majeures de la blockchain étant la suppression des intermédiaires — tels les banquiers — au profit d'un système décentralisé et partagé, la confiance n'est plus portée par une personne ou un organe de contrôle, appelé « tiers de confiance », mais devient décentralisée.

Si un tel système est attractif dans les pays subissant des difficultés monétaires et/ou une crise de confiance dans les régulateurs étatiques, qu'en est-il des pays, notamment européens, qui tendent à avoir foi dans le système bancaire ? La base de données rassemblant l'ensemble des transactions est-elle réellement sécurisée ; les informations sont-elles inaltérables, authentiques et inviolables ? Peut-on avoir une confiance absolue en les algorithmes ? Quelles sont les limites et les failles du système ? Cette session se propose de répondre à ces interrogations d'une actualité criante en s'intéressant à la blockchain en tant que nouvel intermédiaire de confiance.

15h20 - 16h30

**Session 23 - Vers une mobilité à deux vitesses ?**

L'étalement urbain et les dynamiques de déplacements, entre des lieux de vie et de travail parfois distants, rendent aujourd'hui la question de la mobilité cruciale. Dans le même temps, les inégalités de mobilité géographique sont calquées sur la polarisation sociale avec, d'une part, des métropoles très connectées dont les habitants sont majoritairement intégrés et, de l'autre, des territoires ruraux où la qualité des réseaux est plus faible et où les populations ressentent parfois un sentiment d'exclusion. Les implications en matière d'emploi et de pouvoir d'achat renforcent ce lien entre mobilités sociale et géographique.

La lutte contre cette double fracture soulève plusieurs questions. La qualité de la mobilité géographique conditionne-t-elle la réussite de la mobilité sociale ? Notre réflexion doit-elle se concentrer sur nos modes de mobilité ? Sur notre organisation du travail (localisation, télétravail...) ? Sur nos modes d'urbanisation (concentration urbaine, transport...) ?

La question environnementale complexifie les décisions à prendre en la matière. Les deux objectifs semblent contradictoires : les modes de transports les plus polluants (voitures, avions) sont aujourd'hui centraux dans la mobilité de nombreuses personnes. Quelle alternative crédible ? L'innovation technique apportera-t-elle la solution ?

17h10 - 18h20

**Session 24 - L'usine de demain se passera-t-elle de main d'oeuvre ?**

- L'industrie européenne a-t-elle un avenir ? La constitution de champion industriel (Alstom-Siemens) est-elle la seule solution ?
- Et si l'industrie du futur permettait à l'Occident/l'Europe de reprendre la main ?
- L'usine de demain pourra-t-elle se passer de main d'œuvre ?
- Derrière la vitrine futuriste, les gains de productivité sont-ils au rendez-vous ?
- L'industrie Européenne est-elle en retard ? Est-elle bien placée pour prendre le virage des nouvelles technologies ?
- La Chine a-t-elle déjà pris trop d'avance ?

*Coordinateur :* Pierre-Yves GEOFFARD (Le Cercle des économistes)

*Coordinateur :* Valérie MIGNON (Le Cercle des économistes)

*Coordinateur :* Lauréat de «La Parole aux Étudiants» (Le Cercle des économistes)

*Coordinateur :* Eric LABAYE (Le Cercle des économistes)



PARCOURS 4 - PROTÉGER ET RÉGULER

9h00 - 10h10

**Session 25 - La concentration des entreprises est-elle la solution ?**

- La concentration a-t-elle une influence sur la confiance des individus ?  
Concentration > Inégalités > Perte de confiance ?
- Les régulateurs de la concurrence ont-ils suffisamment de pouvoir ?
- Peut-on faire coïncider stabilité économique des champions industriels et concurrence ?
- La concentration limite-t-elle l'innovation ?  
Quel impact de la stratégie agressive des GAFA (rachat, imitation...) ?

10h50 - 12h00

**Session 26 - Vers un nouveau contrat social entre les générations ?**

La polarisation économique de nos sociétés se double aujourd'hui d'une précarisation aux deux extrêmes de la pyramide des âges. Alors que l'espérance de vie n'a jamais été aussi élevée et l'accès à l'éducation aussi ouvert, les enjeux à même d'éroder la confiance des jeunes générations en l'avenir sont multiples : dette publique, chômage endémique des jeunes, changement climatique, etc. Parallèlement, les générations vieillissantes font face à leurs propres enjeux : exclusion du marché de l'emploi, isolement, baisse du pouvoir d'achat, inquiétudes sur le financement des retraites etc. Quelles sont les causes de cette double précarisation ? Sont-elles irrémédiables ?

L'effritement du modèle de l'État-Providence et les contraintes démographiques pesant sur les systèmes de retraite par répartition affaiblissent la solidarité institutionnelle et font craindre l'impossibilité d'une réponse étatique à ce double enjeu. Ceci marque-t-il le retour à des solidarités familiales ou communautaires ? Le réveil de ces solidarités est-il nécessaire pour recréer du lien social entre les générations ? Quelle place pour l'intergénérationnel dans nos sociétés ?

15h20 - 16h30

**Session 27 - La traçabilité, un enjeu de société ?**

La multiplication des intermédiaires tend aujourd'hui à éroder la visibilité dont les acteurs économiques disposent sur la chaîne de distribution, de consommation et de destruction. Dans ce contexte, les scandales agro-alimentaires et pharmaceutiques sont très prompts à miner la confiance, en jetant le doute sur l'intégralité de la chaîne, que les consommateurs ne comprennent plus. Cette méfiance s'illustre notamment par la valeur en hausse accordée aux produits locaux et aux circuits courts. La confiance peut-elle exister sans transparence ?

Institutionnalisation des alertes sanitaires, modernisation des réglementations, utilisation d'outils numériques ou encore généralisation du principe de précaution : les moyens d'améliorer la traçabilité sont nombreux et peuvent être développés. Quelle échelle doit-on privilégier pour réguler la traçabilité ? L'Union européenne peut-elle être garante de la transparence à l'échelle d'un continent ? Les nouveaux outils numériques peuvent-ils rendre la chaîne de production plus transparente pour les consommateurs ?

17h10 - 18h20

**Session 28 - Repenser la responsabilité à l'heure de l'IA ?**

La montée en puissance de l'intelligence artificielle nous invite aujourd'hui à redéfinir les contours et la définition de la notion de « responsabilité ». Voitures autonomes, algorithmes de fixation des prix ou des sites de vidéos à la demande, partialité alléguée des moteurs de recherches : cette liste d'innovations non-exhaustive illustre la difficulté de concilier innovation et responsabilité des acteurs. Dans chacun de ces cas, les régulateurs tâtonnent encore à trouver la position adéquate à adopter en cas d'accident ou de conséquences imprévues.

Le cadre légal s'impose logiquement comme la clé de voûte de ces évolutions : les robots peuvent-ils être dotés d'une personnalité juridique ? Le numérique mènera-t-il à un avènement de la responsabilité sans faute ? La multiplication des acteurs impliqué dans les nouvelles technologies dilue-t-elle la responsabilité de chacun ? L'ampleur des implications philosophiques de ces mutations est elle aussi indéniable : l'intelligence artificielle peut-elle être éthique sans une redéfinition claire de la notion de responsabilité ? Comment résoudre les choix moraux rendus nécessaires par la mise sur le marché de certaines innovations ?

Coordinateur : Bertrand JACQUILLAT (Le Cercle des économistes)

Coordinateur : Antoine BOZIO (Le Cercle des économistes)

Coordinateur : TBC (Le Cercle des économistes)

Coordinateur : Lauréat de « La Parole aux Étudiants » (Le Cercle des économistes)

## PARCOURS 5 - RESPONSABILISER LA FINANCE

9h00 - 10h10

**Session 29 - La finance peut-elle mieux servir l'économie ?**

L'apport du secteur financier à l'économie tient d'abord à son incidence sur les gains de productivité. En particulier, à la façon dont il collecte l'épargne et l'oriente vers les opportunités d'investissement pour assurer une croissance soutenue, durable, inclusive... Ce qui suppose des engagements d'assez long terme avec les demandeurs de capitaux et des prises de risque raisonnées ; des conditions pour lesquelles on considère qu'existent des marges de progrès. Dans cet ordre d'idée, le financement de la transition écologique est une préoccupation importante.

Mais l'efficacité de la finance se mesure aussi à ce que coûte son fonctionnement au reste de l'économie. Or, en dépit des diverses innovations du secteur, ce coût est resté stable sur la longue période. Et il faut y ajouter les pertes induites par les crises financières.

On doit alors s'interroger sur les dispositions susceptibles d'accroître la contribution du secteur financier aux performances de l'économie, plus généralement au bien-être. Que peut-on attendre de structures plus concurrentielles des activités concernées, d'une conception renouvelée de leur réglementation et/ou de leur gouvernance... ? Et que peut apporter le rapide développement des Fin Tech à la résolution de ce problème ?

*Coordinateur :* Jean-Paul POLLIN (Le Cercle des économistes)

10h50 - 12h00

**Session 30 - À quand la prochaine crise financière ?**

Plus de dix ans après la crise de 2008, la question ne semble plus être celle de savoir si une nouvelle crise financière aura lieu, mais plutôt quand. Les comportements des acteurs économiques restent, de fait, largement inchangés : la spéculation de court-terme n'a pas été mise à mal par une taxe sur les transactions financières, les paris sur les titres dérivés ont toujours cours, les activités de financement de l'activité réelle n'ont pas été cloisonnées de la finance de marché, etc.

Déterminer la temporalité d'un nouveau krach suppose de s'interroger aussi bien sur ses causes structurelles que sur ses catalyseurs directs : concentration dans la gestion, ralentissement de la croissance des pays émergents, anémie de la zone euro, dérégulation outre-Atlantique, innovations technologiques (trading haute-fréquence, par exemple), poids des automatismes, entre autres.

De surcroît, les effets de cette nouvelle crise pourraient être amplifiés par certaines faiblesses de nos institutions économiques et politiques : les banques centrales pourront-elles réagir alors que les marchés des liquidités sont déjà saturés ? L'Union Européenne saura-t-elle amortir les effets d'une nouvelle crise dans des états déjà très endettés ?

*Coordinateur :* Bertrand BADRÉ (Le Cercle des économistes)

15h20 - 16h30

**Session 31 - L'épargne: indicateur de la confiance ?**

La théorie économique, keynésienne notamment, a longtemps cherché à expliciter le lien ténu entre confiance et épargne. Il est tentant de conclure qu'une société qui se détourne de l'épargne a perdu foi en l'avenir. En effet, face à la multiplication des signaux et incitations court-termistes, la conservation d'une part importante du capital dans des instruments de long-terme pourrait démontrer la foi des ménages dans une économie stable et en bonne santé. L'épargne est-elle un indicateur fiable de la confiance des ménages ou un simple instrument ancré dans la culture patrimoniale ?

Le rapport entre la confiance et l'épargne semble, en outre, dépendre de plusieurs facteurs. D'une part, le choix de système de retraite fait par les états pourrait expliquer certaines divergences : les systèmes de retraites par répartition sont-ils plus propices à la confiance en l'avenir que ceux par capitalisation ? D'autre part, les inégalités face à l'épargne pourraient impacter le lien entre l'épargne et la confiance : l'impossibilité absolue d'épargner pour certains érode-t-elle la confiance des ménages les plus vulnérables en l'avenir ?

*Coordinateur :* Lauréat de «La Parole aux Étudiants» (Le Cercle des économistes)

17h10 - 18h20

**Session 32 - La concurrence fiscale est-elle inévitable ?**

- La concurrence fiscale protège-t-elle les gouvernements de demande de dépense ?
- La coopération fiscale est-elle possible au niveau international ? au niveau européen ?
- Les niches fiscales jouent-elles leur rôle d'incitation ? Sont-elles bien maîtrisées par les législateurs ?
- Devenir un paradis fiscal est-il un calcul intéressant ?
- Les impôts transnationaux menacent-ils la souveraineté fiscale ?
- Face à la puissance des multinationales qui délocalisent leurs bénéfices, la coopération n'est-elle pas la seule option ?
- Les paradis fiscaux ont-ils tout à perdre ?

*Coordinateur :* Alain TRANNOY (Le Cercle des économistes)

---

### Session 33 - Le retour de la logique de puissance ?

- Puissance économique, puissance commerciale, puissance militaire : un monde de tensions, de guerres et d'affrontements ?
- L'impérialisme américain sera-t-il simplement remplacé par l'impérialisme Chinois ?
- Comment les entreprises gèrent-elles le retour du risque-politique ?
- L'Europe est-elle vouée à rester une collection d'États ayant du mal à parler d'une seule voix ?
- Vers un monde de puissances régionales ?
- Quelle place reste-t-il pour les émergents ?

---

### Session 34 - Quel avenir pour la démocratie ?

- La démocratie est-elle un avantage économique par rapport aux autres systèmes politiques ?
- Segmentation des accès à l'information (réseaux sociaux...) et démocratie peuvent-ils faire bon ménage ?
- Comment expliquer les succès (réels ou de façade) de l'autoritarisme et des populismes ?
- Comment renouveler la démocratie ? La démocratie directe est-elle une solution ?

Coordinateur : Jean PISANI-FERRY (Le Cercle des économistes)

Coordinateur : Augustin LANDIER (Le Cercle des économistes)

### Session 35 - Comment sortir de la guerre économique ?

- Faut-il sortir de la guerre économique ou faut-il la gagner ?
- Trump est-il véritablement le déclencheur de la guerre économique ?
- Comment l'UE peut-elle peser dans l'affrontement US/Chine ? Doit-elle prendre parti ?
- Comment repenser les arènes transnationales de dialogue ?
- Après avoir été un outil économique, le commerce international devient-il un instrument purement politique ?
- Blocage (TTIP, CETA...), remise en cause (Brexit...) : Les traités de libre-échange vont-ils disparaître ?

Coordinateur : Lionel FONTAGNÉ (Le Cercle des économistes)

### Session 36 - Les institutions internationales sont-elles disqualifiées ? ?

Avec la réunification Est-Ouest, le monde a cru à la pérennité d'un modèle de croissance mis en place par Bretton-Woods. Un système d'institutions internationales permettant de réguler les échanges commerciaux assurant une compétition juste avec l'OMC, des mouvements de capitaux qui permettaient la croissance et le développement d'économies avancées et émergentes, des principes de bonne conduite des investissements reconnus par (presque) tous diffusés par le biais de l'OCDE, un filet de sécurité fourni par le FMI en cas de crise, et des prêts bonifiés par la Banque Mondiale pour faire croître les pays les moins avancés. Symbole le plus fort d'une intégration économique réussie garantissant paix et prospérité : l'UE.

Mais la croissance rapide soutenue par la déréglementation financière, les progrès considérables de la technologie conduisant à une forte mobilité du capital et du travail, ont conduit à une hausse des inégalités, à la crise financière mondiale de 2009 et à la crise souveraine de la zone euro.

Depuis, la mondialisation et le développement technologique sont perçus comme une menace pour une grande partie de la population mondiale ; les nationalismes économiques prennent de l'ampleur, les règles du jeu des institutions multilatérales sont remises en cause, et au premier chef le modèle d'intégration européen. La mondialisation, facteur d'innovation et d'une période de croissance sans précédent est en grand danger et les institutions multilatérales menacées d'obsolescence...ou de politisation au service des « plus forts ».

Nous analyserons si ce retrait, un retour vers la régionalisation ou la nationalisation est inévitable. Alors que les tords sont, au mieux, partagés, comment expliquer le rejet de la mondialisation et l'espoir simultané que fait naître la technologie ? Les causes sont-elles dans un échec de la mondialisation ou des institutions qui l'ont gouvernées ? Comment faire cohabiter les pays avancés et émergents au sein de cette gouvernance ? Doit-on se tourner vers de nouvelles formes d'intégration, plus régionales, et de gouvernance ? Quels sont les sujets qui pourraient relancer une « mondialisation heureuse » ?

Coordinateur : Laurence BOONE (Le Cercle des économistes)

---

**Session 37 - Les cartes de l'émergence sont-elles rebattues ?**

- Après l'accélération asiatique, l'avenir appartient-il enfin à l'Afrique ?
- Comment éviter que le rattrapage des économies les moins avancées aille de pair avec un creusement durable des inégalités dans certains pays ?
- Les transferts internationaux sont-ils en réalité un outil de domination ?
- Les inégalités entre États sont-elles impossible à effacer dans notre modèle d'économie globalisée ?

---

**Session 38 - L'Union Européenne condamnée à l'impuissance géostratégique ?**

- Quelle UE dans un monde post-Brexit ? Le Brexit est-il un nouveau départ ?
- La difficulté à parler d'une voix sur la scène internationale a-t-elle été enfin dépassée ?
- Construire une armée européenne, le seul moyen pour exister ?
- Quel rôle pour l'Europe dans le monde de demain ?
- L'Europe doit-elle se scinder entre les partisans d'une intégration encore plus profonde et les tenants de la souveraineté nationale ?
- L'UE peut-elle se recentrer autour de ses membres les plus motivés par un projet commun ?

Coordinateur: Étienne WASMER (Le Cercle des économistes)

Coordinateur: Hélène REY (Le Cercle des économistes)

11h30 - 12h40

---

### Session 39 - Quelles valeurs pour construire la société de demain ?

L'économiste a coutume de s'intéresser à la valeur, celle des biens et des services, au fondement des échanges marchands. Il a moins coutume de travailler sur les valeurs, les considérant comme des données. Mais les valeurs sont des représentations collectives qui évoluent dans le temps et dans l'espace, des constructions sociales et culturelles, qui relèvent à la fois de la sphère privée et de la sphère publique.

Parce que les valeurs sont des normes non écrites, au fondement de nos comportements, les appréhender n'est pas aisé. Leurs véhicules sont la famille, l'école, la religion. Ces trois véhicules ne transmettent pas nécessairement les mêmes valeurs. Celles-ci peuvent être l'objet de conflits : pour des individus, lorsqu'ils appartiennent à plusieurs communautés suivant les différents aspects de leur vie (travail, loisirs, pratiques religieuses, etc.), mais aussi entre les individus selon leurs communautés d'appartenance. La question est alors celle de la hiérarchie des valeurs et de l'existence ou non d'un plus petit dénominateur commun. Loyauté, authenticité, solidarité, égalité, liberté, responsabilité, respect de la dignité, tolérance, etc. : le risque est que chacun de ces termes puisse être différemment interprété selon les sociétés ou les communautés, de sorte que la confiance en un langage commun en soit érodée.

Parce que le collectif n'est pas l'universel, l'hypothèse de l'existence d'un socle de valeurs partagées qui pourrait constituer le terreau de nos sociétés et de nos projets communs ne saurait donc aller de soi. C'est souvent à travers l'observation de l'itinéraire de vies singulières qu'il est possible de décerner les valeurs qui président aux comportements les plus exemplaires.

Coordinateur : **Françoise BENHAMOU** (Le Cercle des économistes)

12h40 - 13h00

---

### Conclusions et déclaration finale du Cercle des économistes

**Jean-Hervé LORENZI** (Le Cercle des économistes)